

# Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

## À un an des élections 3

Interview avec Albert Rösti



## Droits populaires 4-5

Pourquoi le droit suisse doit primer sur le droit étranger



## Débat sur les langues 13

Maintenir la souveraineté cantonale




**BIEN PLUS QU'UNE  
IMPRIMERIE**

DIETSCHI PRINT&DESIGN AG  
Ziegelfeldstrasse 60 4601 Olten

T 062 205 75 75 F 062 205 75 00 www.dietschi.ch

# Allons voter!



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

SPECIMEN

1

**Bulletin de vote pour la votation populaire du 28 septembre 2014**

Acceptez-vous l'initiative populaire <b>"Stop à la TVA discriminatoire pour la restauration !"</b> ?	Réponse <div style="font-size: 2em; font-family: cursive;">Oui</div>
---	---

2

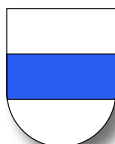
**Bulletin de vote pour la votation populaire du 28 septembre 2014**

Acceptez-vous l'initiative populaire <b>"Pour une caisse publique d'assurance-maladie"</b> ?	Réponse <div style="font-size: 2em; font-family: cursive;">Non</div>
---	---

Le 28 septembre, nous voterons sur deux initiatives populaires. Par un OUI à l'initiative des restaurateurs (« Stop à la TVA discriminatoire pour la restauration! »), vous soutenez les établissements de restauration, qui, comme chacun le sait, subissent une forte pression sur les prix et sont aujourd'hui fiscalement désavantagés par rapport aux take-aways.

Par un NON à la caisse maladie publique (caisse unique), vous dites non à une expérience socialiste, qui réduirait la qualité de l'offre sanitaire pour tous et qui ferait augmenter les primes des caisses maladie. Il suffit de voir ce qui se passe en Grande-Bretagne, en France et en Italie, pour comprendre que les initiants tendent un miroir aux alouettes.

## Assemblée des délégués du 23.8.2014 à Unterägeri



Près de 400 délégués et une centaine d'invités ont fait le chemin jusqu'à Unterägeri.

Ils ont donné leurs mots d'ordre pour le 28 septembre:

- **NON** à la caisse unique (354 contre 9)
- **OUI** à l'initiative «Stop à la TVA discriminatoire pour la restauration !» (357 contre 1)



Le conseiller national Thomas Aeschi a recommandé le rejet de l'initiative Ecopop. Les délégués l'ont suivi avec 298 voix contre 80.



Un grand merci à Thomas Werner et son équipe pour l'excellente organisation.

## Agir avant qu'il ne soit trop tard



**Le chaos de l'asile devient de plus en plus insupportable. Les premières à faire les frais de la politique de la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga sont les communes, qui supportent des charges toujours plus importantes, et en définitive l'ensemble de la population Suisse.**

Le nombre de requérants d'asile a énormément augmenté ces derniers mois. Les problèmes non résolus dans le système d'asile suisse sont de plus en plus graves. C'est là une conséquence directe de l'accord de Schengen/Dublin, ce tigre de papier. Toute l'Europe ploie sous les flux de demandeurs d'asile. Au lieu de soutenir les camps de réfugiés sur place, les États européens déplacent les émigrants économiques d'un lieu à l'autre et administrent un système qui ne fonctionne pas. Les États sud-européens, en particulier l'Italie, ne respectent en aucune façon les engagements pris dans l'Accord de Dublin. Plus grave encore : les fonctionnaires italiens remettent aux requérants d'asile renvoyés de Suisse vers Italie en application de l'Accord, dès leur arrivée à l'aéroport, un document qui les enjoint de quitter le pays dans un délai de quelques jours, sous menace d'une peine de prison. Ces individus reviennent alors directement en Suisse.

En préambule à la votation de l'an dernier sur les modifications de la loi sur l'asile, on nous a promis que les déserteurs érythréens seraient expressément exclus du statut de réfugié. Mme Sommaruga n'a pas tenu compte de ce verdict populaire. Le taux de reconnaissance pour les ressortissants érythréens durant les sept premiers mois de 2014 est excessivement élevé, à 60%. Les communes doivent tôt ou tard faire les frais de cette politique négligente, à travers leur aide sociale. À l'échelle nationale, cela représente avec les années des milliards de francs à la charge des contribuables. Le taux d'aide sociale pour les Érythréens frôle en effet les 100%.

Toni Brunner, conseiller national, président de l'UDC Suisse



## «Nous voulons mener une campagne électorale basée sur les contenus.»

Interview avec Albert Rösti, conseiller national, chef de campagne en Suisse-allemande

***Franç-parler: Pourquoi avez-vous accepté le rôle de chef de la campagne électorale ?***

Albert Rösti: Dans cette position, je peux contribuer à ce que les valeurs fondamentales de l'UDC, qui défend une Suisse indépendante et sûre, soient encore mieux mises en œuvre, dans l'intérêt de notre prospérité. Je suis hautement motivé, mais conscient de la responsabilité que cela implique.

**«Nous voulons nous renforcer et acquérir des mandats supplémentaires.»**

ALBERT RÖSTI

***Quelle part de l'électorat l'UDC souhaite-t-elle atteindre en 2015 ?***

L'UDC est aujourd'hui déjà le parti le plus fortement représenté, soit 26.6 % des électeurs. Pour atteindre nos objectifs, notamment la mise en œuvre parlementaire des initiatives populaires sur le renvoi des criminels étrangers et la régulation de l'immigration que nous avons remportées, nous voulons nous renforcer et acquérir des mandats supplémentaires. Nous y parviendrons uniquement si toutes les forces du parti mènent une campagne électorale très active dans tous les cantons.

***Dans quels groupes de population avons-nous les plus fortes chances de croissance ?***

Chez nous, le nombre de personnes qui défendent nos valeurs mais qui ne vont pas élire de représentants est trop important. Cette tendance se renforcera encore davantage si les votations populaires gagnées ne sont pas mises en œuvre dans les délais. Beaucoup de gens se diront alors : « À Berne, ils font de toute façon ce qu'ils veulent ». Nous devons convaincre ces gens qu'il n'y a pas que les votations qui comptent, mais que les élections sont aussi importantes, parce

que plus on a de mandats au Parlement, mieux on peut contribuer à faire appliquer la volonté du peuple.

***Comment nous rallier plus de citoyens et d'universitaires ?***

Premièrement avec des contenus clairs: nous voulons mener une campagne électorale basée sur les contenus. Les universitaires sont bien placés pour savoir que la prospérité de la Suisse se base sur les valeurs de souveraineté, de stabilité et de sécurité, de démocratie directe, de neutralité armée, de fédéralisme et sur un ordre économique libéral, caractérisé par des impôts et charges sociales relativement bas. Deuxièmement, avec une campagne électorale moderne: sous la devise « l'UDC proche des gens », nous lançons des actions originales dans les villes et agglomérations et montrons qu'avec notre programme, p.ex. le travail contre l'immigration massive, nous abordons aussi, entre autres, les problèmes auxquels sont confrontées les villes.

***Pourquoi l'UDC lance-t-elle régulièrement des initiatives populaires ?***

Le Parlement et le Conseil fédéral mènent aujourd'hui souvent une politique de centre gauche. Nous constatons que l'opinion majoritaire au sein du peuple est tout autre. Pour aider cette majorité à faire entendre sa voix, nous utilisons les instruments de la démocratie directe, qui ont jusqu'à présent assuré la prospérité à notre pays. Nous travaillons actuellement au projet consistant à placer le droit suisse au-dessus du droit étranger, sans toutefois toucher aux règles impératives du droit international, telles que l'interdiction de la torture, de l'esclavage ou de l'homicide. La prochaine assemblée des délégués de l'UDC Suisse du 25 octobre 2014 sera spécifiquement consacrée à ce sujet.



## 4 Droits populaires

# Ce que le peuple et les cantons ont décidé s'applique et doit être mis en œuvre

À peine l'UDC a-t-elle annoncé son intention de lancer une initiative populaire « pour faire appliquer les décisions du peuple - le droit suisse prime le droit étranger » que les politiciens, les journalistes, les experts et les conseillers perdent la tête (au lieu de lire le texte de l'initiative) : « L'UDC veut transformer le pays » (Michael Hermann dans le Tages-Anzeiger du 18.8.2014), ses plans sont « extrêmement dangereux » (Philipp Müller, président du PLR). Que s'est-il passé ?

par Hans-Ueli Vogt, député, Zurich

À plusieurs reprises au cours des dernières années, des initiatives populaires ont été acceptées, mais n'ont jamais été mises en œuvre à ce jour, ou alors uniquement après moult atermoiements. Motif invoqué : ce que le peuple et les cantons ont décidé est contraire au droit international. C'est notamment ce qui s'est produit après l'acceptation de l'initiative sur le renvoi, de l'initiative sur l'internement à vie ou de l'initiative sur l'immigration massive. On mentionne des incompatibilités avec la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et l'interprétation qu'en fait la Cour européenne des droits de l'homme (CourEDH), mais aussi (dans le cas de l'initiative sur l'immigration de masse) l'Accord de libre circulation des personnes avec l'UE.

Cela nous amène à la question cen-

trale soulevée par l'initiative UDC : Qui décide ce qui est le droit suprême en Suisse ? Pour l'UDC et conformément à la manière dont on lisait la Constitution il y a encore 20 ans environ, ce sont le peuple et les can-

**« L'UDC souhaite une disposition constitutionnelle consacrant le principe selon lequel la Constitution occupe le premier rang dans la hiérarchie des normes juridiques. »**

tons. Ceux qui se mobilisent contre l'UDC et son initiative veulent que le droit international ait la primauté sur le droit suisse. C'est pourquoi l'UDC souhaite une disposition constitutionnelle consacrant le principe selon lequel la Constitution occupe le premier rang dans la hiérarchie des normes juridiques. « L'UDC veut transformer le pays ? » Non, elle veut revenir en arrière et défaire la transformation réalisée lentement, en secret, mais de façon ciblée, ces dernières années.

### Contre le droit international ?

« L'UDC est contre le droit international ! », prétend-on d'un ton réprobateur, comme si un ordre divin était remis en question. Le droit international repose avant tout sur des traités conclus entre États. Ces traités instaurent souvent des autorités ou organisations internationales, qui créent ensuite elles-mêmes du

droit international (lignes directrices, chartes, pactes, recommandations, jugements, listes grises, listes noires, etc.). Ce droit international concerne tous les domaines de la vie sociale, de la régulation bancaire à la protection de l'environnement, en passant par le suicide assisté.

Qui se cache derrière cet ordre juridique parallèle ? Pas un dieu, en tout cas. Ce sont, lorsqu'on observe le droit international des autorités et organisations internationales, avant tout des fonctionnaires, des experts et des jugements. Loin de tout contrôle démocratique et de toute responsabilité financière, ils font progresser la mondialisation de la politique et du droit, renforçant ainsi leur propre influence. La primauté du droit fédéral sur le droit international signifie dans ce contexte que la production inexorable de droit international ne doit pas saper les droits de participation démocratique des citoyens suisses. Les arrêts de la CourEDH ne doivent pas empêcher la Suisse de mettre en œuvre l'initiative sur le renvoi et aucun accord

HANS-UELI VOGT

### Informations personnelles

#### Hans-Ueli Vogt

Professeur à l'Université, spécialiste en droit des sociétés anonymes, avocat



Hans-Ueli Vogt a grandi à Illnau et habite aujourd'hui Zurich. Il a étudié aux universités de Zurich et New York. Il a une étude des deux côtés de l'Atlantique. Depuis 2003, il est professeur de droit commercial, économique et de biens immatériels à l'Université de Zurich.

Depuis 2011, il est élu député UDC dans le canton de Zurich.



*Le député Hans-Ueli Vogt dirige le groupe de travail au sujet de la nouvelle initiative «pour faire appliquer les décisions du peuple - le droit suisse prime le droit étranger».*

contraire à cette initiative ne doit être conclu avec l'UE.

## **Contre les droits de l'homme ?**

« L'UDC veut abolir les droits de l'homme ! », affirme-t-on. Or, notre propre Constitution fédérale, adoptée par le peuple et les cantons, protège les droits de l'homme. La Suisse n'a pas besoin de droit international ni de tribunal étranger pour protéger les droits de l'homme des personnes dans ce pays.

Abstraction faite de cela, il doit aussi être possible de mener une discussion guidée par la raison au sujet des droits de l'homme. Au nom des « droits de l'homme », la CourEDH rend des décisions difficilement compréhensibles et formule des exigences politiques douteuses (droit à une formation, etc.). La Suisse doit pouvoir décider elle-même des effets concrets des droits de l'homme, par exemple, du poids à ac-

corder au droit d'un criminel à vivre en Suisse avec ses enfants, mis en balance avec la sécurité publique.

## **Le peuple au-dessus de tout ?**

On critique enfin que « L'UDC place le peuple au-dessus de tout ! ». La peur du peuple qui se cache derrière cet argument est infondée. L'expérience a

**«Le peuple n'est pas infail-  
liblé, mais il est le mieux  
placé pour prendre les  
décisions fondamentales  
dans un État.»**

HANS-UELI VOGT

montré que le peuple suisse décide avec prudence et sagesse. Les gens perçoivent bien les évolutions sociétales, y compris souvent celles qui vont dans le mauvais sens, que le *mainstream* poli-

tique se défend d'évoquer, pour rester politiquement correct (par exemple dans les domaines de la religion et du traitement à réserver aux délinquants). Les gens se préoccupent du bien-être de leurs enfants et petits-enfants et décident donc avec plus de clairvoyance que les politiques, qui pensent à leur réélection. Et les gens tiennent compte des minorités, parce qu'ils vivent avec elles au quotidien et que chacun ou presque appartient à l'une ou l'autre minorité. Le peuple n'est pas infail- liblé, mais il est le mieux placé pour prendre les décisions fondamentales dans un État.


L'initiative populaire « pour faire appli- quer les décisions du peuple - le droit suisse prime le droit étranger » vise donc à assurer que ce que le peuple et les cantons ont décidé s'applique et soit mis en œuvre.




# L'UDC proche des gens


*Rencontrez nos parlementaires fédéraux qui répondront personnellement à vos questions!*


## Argovie

 Flückiger Sylvia, conseillère nationale  
**26 septembre, 19h30**  
Rest. Schlossgarten, Dorfstr. 3, Schöftland

 Reimann Maximilian, conseiller national  
**26 septembre, 20h00**  
Gasthof Adler in Gipf-Oberfrick


 Giezendanner Ulrich, conseiller national  
**27 septembre, 11h00**  
Tägerhard Wettingen


 Stamm Luzi, conseiller national  
**27 septembre, 11h00**  
Tägerhard Wettingen

 Killer Hans, conseiller national  
**29 septembre, 19h30**  
Rest. Waldhaus Gehren, Erlinsbach


 Giezendanner Ulrich, conseiller national  
**27 septembre, 11h00**  
Tägerhard Wettingen

## Berne


 Aebi Andreas, conseiller national  
**4 novembre, 20h00**  
Rest. Aareschlucht, Meiringen

 Amstutz Adrian, conseiller national  
**21 octobre, 20h00**  
Rest. „Zu Metzger“, Thun


**11 novembre, 20h00**  
Kirchgemeindesaal, Konolfingen

 Joder Rudolf, conseiller national  
**11 septembre, 20h00**  
Rest. Löwen, Oberdiessbach

**18 septembre, 20h00**  
Mehrzweckhalle, St. Stephan

 Rösti Albert, conseiller national  
**21 octobre, 20h00**  
Lenk i. S.


 von Siebenthal Erich, conseiller national  
**21 octobre, 20h00**  
Lenk i. S.

 Pieren Nadja, conseillère nationale  
**6 octobre, 20h00**  
Ochsen Lützelflüh


**22 octobre, 19h30**  
Rest. St. Jakob, Wünnewil (FR)

**28 novembre, en soirée**  
Weihnachtsmärit Konolfingen

 Geissbühler Andrea, conseillère nationale  
**Aucun événement**


 Wandfluh Hansruedi, conseiller national  
**Aucun événement**

## Bâle-Campagne

 de Courten Thomas, conseiller national  
**23 septembre, 19h30**  
Rest. Schällenursli, 4102 Binningen

 Miesch Christian, conseiller national  
**23 septembre, 19h30**  
Rest. Schällenursli, 4102 Binningen


## Bâle-Ville


 Frehner Sebastian, conseiller national  
**Aucun événement**

## Fribourg


 Rime Jean-François, conseiller national  
**Aucun événement**

## Genève


 Amaudruz Céline, conseillère nationale  
**19 septembre, 19h30**  
Salle des Peupliers, Thônex

 Nidegger Yves, conseiller national  
**30 septembre, 19h00**  
Rest. El Pueblo, 75 rue de Lyon, Genève

## Glaris


 Hösli Werner, conseiller aux Etats  
**Aucun événement**

## Grisons


 Brand Heinz, conseiller national  
**2 octobre, 20h00**  
Rest. Bahnhof, Küblis

## Lucerne


 Estermann Yvette, conseillère nationale  
**26 septembre, 20h00**  
Rest. Obernau, Kriens/Obernau

 Müri Felix, conseiller national  
**8 octobre, 20h00**  
Rest. Sonne, Emmenbrücke


## Neuchâtel


 Clottu Raymond, conseiller national  
**20 septembre, 09h00**  
Place du marché, La Chaux-de-Fonds

## Nidwald


 Keller Peter, conseiller national  
**27 septembre, 09h30**  
Hotel Engel, Stans


## St-Gall

 Brunner Toni, conseiller national  
**28 septembre, 11h00**  
Haus der Freiheit, Ebnet-Kappel


 Büchel Roland Rino, conseiller national  
**4 septembre, 19h30**  
Hotel Engel, Au


**26 septembre, 19h30**  
Dorf, Oberriet-Kobelwald

 Müller Thomas, conseiller national  
**30 septembre, 20h00**  
Seerestaurant Rorschach, 1. OG


 Müller Thomas  
et Reimann Lukas, conseillers nationaux  
**2 octobre, 20h00**  
Café Kollers, Gossau


## Schaffhouse

 Hurter Thomas, conseiller national  
**26 septembre, 19h00**  
Restaurant Reiatstübli in Opfertshofen


 Germann Hannes, conseiller aux Etats  
**26 septembre, 19h00**  
Restaurant Reiatstübli in Opfertshofen


## Soleure


 Borer Roland, conseiller national  
**26 septembre, 19h00**  
Restaurant Bocalino, Schulhausstr. 2,  
4528 Zuchwil

 Wobmann Walter, conseiller national  
**26 septembre, 19h00**  
Restaurant Bocalino, Schulhausstr. 2,  
4528 Zuchwil

## Schwytz


 Schwander Pirmin, conseiller national  
**23 septembre, 19h00**  
Rest. Distel, Rothenturm


 Föhn Peter, conseiller aux Etats  
**Aucun événement**

 Kuprecht Alex, conseiller aux Etats  
**Aucun événement**


## Thurgovie

 Eberle Roland, conseiller aux Etats  
**1 octobre, 20h00**  
Hotel Metropol, Arbon

 Hausammann Markus, conseiller national  
**2 octobre, 20h00**  
Rest. Traube, Müllheim Dorf

 Herzog Verena, conseillère nationale  
**30 septembre, 19h30**  
Salenstein im BBZ-Arenenberg


**1 octobre, 20h00**  
Hotel Metropol, Arbon

 Walter Hansjörg, conseiller national  
**1 octobre, 20h00**  
Hotel Metropol, Arbon

**2 octobre, 20h00**  
Rest. Traube, Müllheim Dorf


**13 octobre, 13h00**  
Hotel Schwanen, 9500 Wil (SG)


## Tessin


 Rusconi Pierre, conseiller national  
**14 octobre, 20h15**  
Rest. Alla Bricola, Rivera

## Vaud


 Veillon Pierre-François, conseiller national  
**Aucun événement**

 Bugnon André, conseiller national  
**23 octobre, 20h00**  
Salle de Montelly, 1196 Gland


 Grin Jean-Pierre, conseiller national  
**23 octobre, 20h00**  
Salle de Montelly, 1196 Gland

 Parmelin Guy, conseiller national  
**23 octobre, 20h00**  
Salle de Montelly, 1196 Gland


## Valais


 Freysinger Oskar, conseiller national  
**16 octobre, 19h00**  
Turtmann


## Zoug


 Aeschi Thomas, conseiller national  
**29 septembre, 19h30**  
Lorzensaal, Dorfplatz 3, Cham


## Zurich


 Binder Max, conseiller national  
**Aucun événement**


 Bortoluzzi Toni, conseiller national  
**Aucun événement**


 Egloff Hans, conseiller national  
**27 septembre, 14h30**  
Dorffest Unterengstringen, Dorfstr. 21


 Fehr Hans, conseiller national  
**24 septembre, 20h00**  
Restaurant Pflug, 8197 Rafz


 Heer Alfred, conseiller national  
**Aucun événement**


 Matter Thomas, conseiller national  
**29 septembre, 19h00**  
Restaurant Löwen, Seestr. 595, 8706 Meilen

 Mörgeli Christoph, conseiller national  
**23 octobre, 20h00**  
Hotel Höfli, Altdorf, UR

 Rickli Natalie, conseillère nationale  
**24 septembre, 20h00**  
Restaurant Pflug, 8197 Rafz

 Rutz Gregor, conseiller national  
**1 octobre, 20h00**  
Gasthaus Blume, Tösstalstr. 432, 8497 Fischenthal

 Schibli Ernst, conseiller national  
**14 novembre, 20h00**  
Wyhüsli, Dielsdorf ZH

 Stahl Jürg, conseiller national  
**24 septembre, 20h00**  
Restaurant Pflug, 8197 Rafz



# L'HIVER EN TOUTE SECURITE: LES MODELES SPECIAUX SUZUKI PIZ SULAI



## **NEW SX4 S-CROSS PIZ SULAI® 4x4 DES Fr. 26990.-**

Il réunit les atouts d'un van, d'un break et d'un SUV et les combine avec puissance et efficacité. Outre de nombreux équipements de série, il offre beaucoup d'espace dans l'habitacle et le coffre.

**VOTRE BENEFICE PIZ SULAI®: Fr. 2400.-**

*PIZ Sulai*

## **PACKAGE COMPLEMENTAIRE PIZ SULAI® POUR TOUS LES VEHICULES**

Bénéficiez vous aussi du séduisant package complémentaire PIZ SULAI®: Vous profitez d'un bénéfice client pouvant atteindre Fr. 6250.-.

4 roues d'hiver complètes (roues d'hiver de marque premium sur jantes en alliage léger), set de tapis PIZ SULAI® de haute qualité, porte-clés exclusif PIZ SULAI®, bandes déco sport PIZ SULAI® pour capot moteur et portes latérales, raquettes PIZ SULAI® de qualité supérieure avec bâtons de randonnée télescopiques robustes en aluminium.

Sur demande, tous les modèles sont également disponibles sans bandes décoratives.





PREMIERE SUISSE

# AI® 4x4 DES Fr. 18 990.-



## NEW SWIFT PIZ SULAI® 4x4 DES Fr. 18 990.-

La référence compacte de sa classe est également disponible en version Two-Tone tendance avec toit blanc et rétroviseurs bicolores. Le package PIZ SULAI® comprend aussi des feux de jour LED et des antibrouillards.

**VOTRE BENEFICE PIZ SULAI®: Fr. 2 800.-**

## NEW SX4 PIZ SULAI® 4x4 DES Fr. 22 990.-

Le génie universel pour la ville et la montagne. Son package

PIZ SULAI® comprend aussi un système de navigation ultramoderne.

**VOTRE BENEFICE PIZ SULAI®: Fr. 6 250.-**

BENEFICES JUSQU'A  
Fr. 6 250.-\*



**Plus vaste à l'intérieur qu'à l'extérieur:** le coffre de 430 litres accueille les bagages de toute la famille. Avec la banquette arrière rabattue, le crossover offre même un espace de chargement de 1269 litres – de quoi emporter sans problème même une portée de Saint-Bernard!

Suzuki Automobile Schweiz AG soutient la Fondation Barry à Martigny pour la pérennité de l'élevage original des chiens Saint-Bernard.

Le N°1 des compactes



Way of Life!

[www.suzuki.ch](http://www.suzuki.ch)

ns engagement, TVA comprise. Série limitée. Jusqu'à épuisement du stock. New SX4 S-CROSS Piz Sulai 4x4, 5 portes, Fr. 26 990.-, consommation de carburant mixte normalisée: 5.7l/100 km, catégorie de rendement énergétique: C, émissions de CO<sub>2</sub>: 111g/km; \*New SX4 Piz Sulai 4x4, 5 portes, Fr. 22 990.-, consommation de carburant mixte normalisée: 6.5l/100 km, catégorie de





# Un même taux svp! OUI

à l'initiative «Stop à la TVA discriminatoire  
pour la restauration!»

## IMPRESSUM

FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général  
| Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Crausaz | Crédit images: UDC  
Suisse, Parlament.ch.



# NON à la caisse unique!

N'oubliez pas la votation du 28 septembre.



Jean-Daniel Chardonnens, 49  
Fétigny (FR), entrepreneur,  
président de l'UDC Broye

«Je voterai non à la caisse unique parce que je ne veux pas d'une assurance étatisée au détriment d'un système qui a fait ses preuves. Pour limiter la hausse des primes, Il faut épurer le catalogue des prestations et en revenir au strict nécessaire.»

«La caisse unique est une mauvaise réponse apportée à un vrai problème, la hausse des coûts de la santé. Cette hausse ne sera jamais jugulée par un monopole, qui garantirait des conflits d'intérêts et ferait augmenter nos primes!»



Aida Lips, 27,  
Leytron (VS), oenologue,  
députée suppléante



Prof. Dr. med. Hans Gerber, 65,  
Konolfingen (BE),  
ancien médecin cantonal

«Voulez-vous une débauche de coordination et d'investissements et une perte de diversité, p.ex. dans la concurrence entre modèles d'assurances alternatifs, et tout cela sans garantie d'utilité ? Alors NON à la caisse unique!»

«Je dis NON à la caisse unique, car le système actuel n'est de loin pas parfait, mais la solution proposée est encore beaucoup moins bonne et surtout plus dangereuse. Il suffit de voir en France et en Italie.»

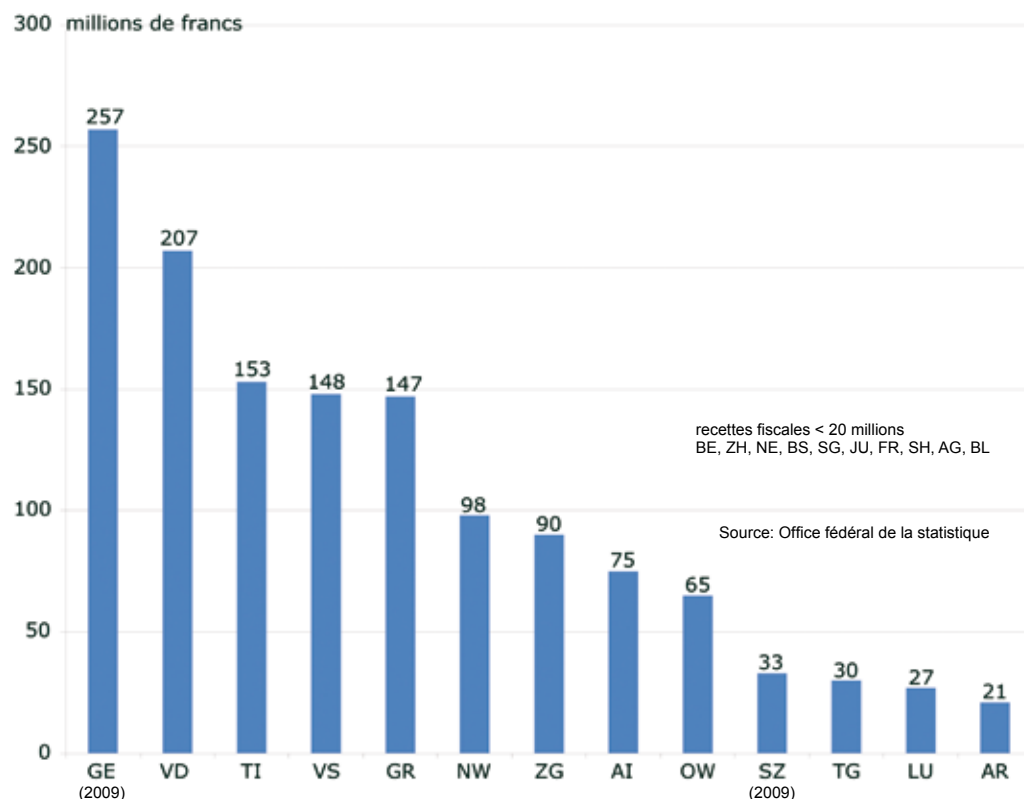


Didier Spies, 42, Courroux (JU),  
chargé de sécurité,  
secrétaire général UDC Jura

## Le Statu quo satisfait tout le monde

L'atteinte à l'autonomie cantonale et les pertes fiscales en résultant plaident clairement contre l'acceptation de l'initiative populaire « Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires » (abolition des forfaits fiscaux).

**Ne pas renoncer à 1,5 milliard de francs.**



**Recettes fiscales en 2010 de l'imposition forfaitaire cantonale et communale.**

L'imposition forfaitaire a été introduite dans le canton de Berne en 1965 et à l'échelon fédéral en 1990. Elle donne aux ressortissants étrangers domiciliés en Suisse mais qui n'y exercent aucune activité lucrative le droit d'être imposés sur la base de leurs dépenses. Pour ces personnes, l'impôt se calcule non pas sur la base du revenu réalisé, mais des dépenses d'entretien courant.

### Imposition forfaitaire aussi hors de Suisse

Cette imposition d'après la dépense est un instrument de promotion de la place fiscale suisse. À l'étranger aussi, il existe des réglementations similaires, dont certaines vont même plus loin. Dans le canton de Berne, les per-

sonnes imposées d'après la dépense sont un facteur économique : ils effectuent des investissements importants et généralement des dépenses de consommation élevées, assurant ainsi des places de travail, en particulier dans les régions périphériques. Cela apporte directement et indirectement des revenus supplémentaires, tels que la TVA et les impôts sur les gains immobiliers.

### Contre la perte inutile de substrat fiscal

En 2013, dans le canton de Berne, 205 personnes au total sont imposées d'après la dépense. Elles paient des impôts fédéraux, cantonaux et communaux à hauteur de 25.1 millions de francs. Dans l'ensemble de la Suisse, les personnes soumises à ce régime

sont imposées sur un montant de 1,5 milliard de francs. On ne saurait renoncer à cet argent sans raison. Les personnes imposées d'après la dépense apportent des recettes fiscales relativement élevées, tout en utilisant peu nos infrastructures, notamment nos écoles. C'est pourquoi le peuple bernois a rejeté l'an dernier dans les urnes l'initiative populaire « Des impôts équitables - pour les familles », qui exigeait l'abolition de l'imposition forfaitaire, acceptant à sa place le contre-projet du parlement cantonal. Cela montre que le système fédéraliste en Suisse permet d'aboutir à des solutions recueillant l'approbation du plus grand nombre.

### Contre l'atteinte au fédéralisme

L'abolition de l'imposition forfaitaire dans toute la Suisse exigée par l'initiative constitue en revanche une atteinte illicite à l'autonomie cantonale. En rejetant l'initiative, le peuple bernois a déjà exprimé qu'il préférerait un durcissement modéré de l'imposition d'après la dépense à l'abolition pure et simple de celle-ci. En effet, l'abolition de l'imposition forfaitaire ferait perdre aux régions périphériques bernoises une source importante de revenus. J'espère que le peuple suisse suivra la direction prise par le peuple bernois et rejettera fermement dans les urnes, au mois de novembre, l'initiative populaire « Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires ».



*par Christoph Neuhaus,  
membre du Conseil  
exécutif bernois,  
Belp (BE)*



# La guerre des langues

La décision du Conseil d'Etat thurgovien, suivie de celle du Conseil d'Etat nidwaldien, de repousser l'enseignement du français au niveau secondaire, a créé en Suisse romande l'effet d'une bombe. Ce tollé est peu compris outre-Sarine car la critique romande suit des trajectoires diverses, voire contradictoires.

Il y a les multiculturalistes, dont le credo tient en une diversité maximale de branches et de langues dès le plus jeune âge, et qui restent sourds au constat que les enfants ainsi baignés de superficialité ressortent de l'école obligatoire sans maîtriser même la langue de base. Thurgovie et Nidwald déduisent, études à l'appui, que l'école primaire n'est pas apte à transmettre un enseignement de qua-

## Le français au profit de l'anglais ?

Mais il y a aussi ceux qui voient dans la décision des deux cantons l'agonie de l'enseignement du français au profit de l'anglais, la préférence donnée à un apprentissage aisé d'une langue utilitaire face à une langue difficile, bien plus éloignée, tant en sonorité que par sa structure, du dialecte suisse-allemand, et une langue à haute valeur cultu-

Il paraît peu crédible que l'enseignement du français s'en trouvera consolidé de n'être prodigué qu'en secondaire, même s'il l'est de manière intensifiée et complétée par un séjour linguistique.

## Maintenir la souveraineté cantonale

Ainsi, malgré un constat de base juste et courageux et l'excellente idée de renforcer les séjours linguistiques, la décision des Thurgoviens et des Nidwaldiens est désolante aux yeux de nombre de Romands, et critiquable. Cette critique se pliera cependant aux règles du fédéralisme : les cantons doivent pouvoir conserver leur (déjà bien faible) marge de manœuvre en matière d'enseignement, ils doivent rester maîtres de la manière d'atteindre des objectifs et dans quel ordre. Ceux qui aujourd'hui brandissent la menace d'une intervention fédérale seraient bien plus avisés de porter un regard critique sur les méthodes d'enseignement des langues.

Enseignement des langues à l'école obligatoire



Plusieurs interventions sont pendantes dans les cantons de Bâle-Ville, des Grisons, de Lucerne, Nidwald, Schaffhouse, Soleure et St-Gall qui veulent repousser le début de l'enseignement du français.

Source: Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) de 2013

lité pour deux langues étrangères. Il faut se rappeler que l'allemand est déjà une deuxième langue pour les Suisses alémaniques, comme le français l'est en Romandie pour un grand nombre d'enfants allophones. De plus les méthodes de français sont déstructurées et basées sur l'immersion, en totale opposition avec la réalité scolaire.

relle. L'anglais passe-partout peut être acquis en deux mois de stage. Le français et l'allemand nécessitent par contre un enseignement beaucoup plus rigoureux, une structure plus complexe, un vocabulaire plus étendu, porteurs des cultures de notre pays. Pour ces multiples raisons, leur enseignement devrait précéder celui de l'anglais.



Fabienne Despot, députée, Présidente de l'UDC Vaud Vevey (VD)

**Les mêmes conditions que les  
systèmes de santé étrangers ?**



Le 28 septembre

**NON**  
à la caisse unique

[www.caisseunique-non.ch](http://www.caisseunique-non.ch)

[www.udc.ch](http://www.udc.ch)





# Toujours plus de dépersonnalisation

Le 28 septembre, le peuple devra décider de modifier ou non le taux de TVA discriminatoire pour la restauration. Ce taux de TVA varie selon le lieu de consommation de la commande : 2,5 % à l'emporter et 8 % sur place. Il est inacceptable que les canapés au caviar ne soient taxés qu'à 2,5 % alors que les plats du jour consommés par les ouvriers sont taxés à 8 % !

L'hôtellerie et la restauration fournissent chaque année 210'000 places de travail et forment environ 9'000 apprentis. Il s'agit donc d'un secteur économique très important pour notre pays.

L'initiative de GastroSuisse demande simplement une égalité de traitement

pour des prestations identiques. En effet, la législation actuelle est une injustice envers la restauration par rapport aux Take Away.

Baisser le taux de l'hôtellerie-restauration à 2,5% ? Augmenter celui des commerces à l'emporter à 8% ? Adopter un taux moyen pour tous ? Le Parlement aura le choix en cas d'acceptation de l'initiative.

Au-delà de ces questions d'argent, l'initiative permet de s'interroger sur nos choix de société. A l'heure où les bistrots de quartier et les pintes villageoises disparaissent, faut-il continuer de favoriser fiscalement les take-away qui, eux, se multiplient ?

Nous trouvons d'un côté, nos traditions, un lien social, un label fait maison en gestation. De l'autre, de faibles engagements pour l'exploitant et... des barquettes et des sodas pour le client ! Toujours plus de dépersonnalisation !

«A l'heure où les bistrots de quartier et les pintes villageoises disparaissent, faut-il continuer de favoriser fiscalement les take-away qui, eux, se multiplient?»

MARIELLE COLLIARD

Certains discours quant aux pertes fiscales présumées ne sont qu'une projection du Conseil fédéral afin d'embrouiller le peuple. Cette initiative n'a absolument pas pour but de toucher aux denrées alimentaires de première nécessité et au panier de la ménagère. Le cas échéant, la Fédération GastroSuisse s'est engagée à saisir le référendum.

par Marielle Colliard,  
Restaurant le Tsalè, Les Paccots





# «Je vois une Suisse en mouvement et en perpétuelle évolution.»

Pour que l'économie puisse continuer à prospérer et à se développer avec succès, même sous sa forme la plus traditionnelle, nous étendons chaque jour nos infrastructures réseau. Rien que cette année, nous allons investir dans ce but 1,75 milliard de francs.  
Plus d'infos sur: [www.swisscom.ch](http://www.swisscom.ch)

**Bienvenue au pays de tous les possibles.**